

MAIS OÙ VA LE GROUPE ENGIE ?



La politique de cession d'Isabelle KOCHER a considérablement affaibli le Groupe au point qu'il est aujourd'hui opérable.

Si l'Etat reste encore actionnaire majoritaire, la loi PACTE votée en début d'année devrait lui permettre à tout moment de se désengager.

Le Groupe avait au contraire la possibilité de s'appuyer sur des activités maîtrisées et rentables pour financer son développement et atteindre ainsi l'objectif qu'il s'était fixé un temps, celui d'être leader de la transition énergétique.

Le rebond attendu n'est toujours pas venu :

les activités du Groupe ne sont pas en cause mais elles ne peuvent reconstituer en quelques années le trou créé par les cessions. Pire encore, l'essentiel du revenu des cessions a été dilapidé en dividendes. Les salarié-es du Groupe peuvent être légitimement inquiets pour l'avenir du Groupe.

PLUS PERSONNE NE COMPREND LA STRATÉGIE DU GROUPE

La stratégie se fait de plus en plus étroite.

Après le multiénergie post-fusion, on a connu le recentrage sur la production d'électricité dans le monde, ramené à l'énergie renouvelable dans le monde, puis maintenant recentré sur le service et limité aux « 500 clients ».

Aujourd'hui, qui est encore dans la stratégie du Groupe ? Pas vraiment le gaz, pas le nucléaire, pas la vente d'énergie, pas les services « classiques » (uniquement les services à forte valeur ajoutée).

Les résultats ne tiennent que par les plans successifs d'austérité mais l'évolution due aux activités est négative.

DES CESSIIONS, ENCORE DES CESSIIONS, TOUJOURS DES CESSIIONS...



LA DIRECTION DU GROUPE CONTINUE À RECHERCHER DES CESSIIONS D'ACTIVITÉS

soit ces activités ne sont pas assez rentables, soit elles le sont mais ça pourrait ne pas durer, soit elles le sont durablement mais « on nous a fait une très bonne offre ». Bref, il y a toujours une bonne raison pour vendre :

- Les infrastructures sont sur la sellette et pourraient être les prochaines sur la liste
- L'aval « particuliers » (dit aussi « B to C ») intéresserait Total, ainsi que d'ailleurs l'aval « entreprises » (dit aussi « B to B »)
- Garder la participation dans Suez (ex Suez Environnement) ne serait pas financièrement intéressant, ni d'ailleurs reprendre le contrôle.

Il n'y a plus de logique à vendre encore des parts essentielles du Groupe ; sauf à penser (ce que nous faisons) que l'Etat travaille à un démantèlement d'Engie pour valoriser au mieux la vente de ses parts tout en justifiant son choix

par une pseudo réflexion industrielle : « il n'y a de la place que pour deux énergéticiens » (comprendre EDF et Total).

Il y a donc un risque majeur de démantèlement du Groupe, de ventes par appartement, la logique financière l'emportant et aucune logique forte commune au Groupe ne venant la contrecarrer.

L'avenir d'un groupe comme Engie est de posséder les compétences sur tous les domaines de l'énergie. Son rôle dans des activités vitales de service public justifie que l'Etat soit l'actionnaire de référence et remonte au capital.

LA PARTIE ÉNERGIE EST ESSENTIELLE DANS LE GROUPE

En particulier, la place du gaz et les compétences gazières dans le groupe, complétées par les ENR électriques et la production électrique, sont un atout majeur pour la transition énergétique.

Le gaz est le fossile le moins producteur de CO2, notamment comme source d'électricité de pointe et de relais des ENR intermittentes. Et surtout le biogaz est une énergie de

transition idéale (même molécule donc mêmes installations techniques).

IL Y A PLUSIEURS ENJEUX À DÉFENDRE

augmentation des financements de projets, emploi au statut des IEG au lieu du dumping social, développement de la recherche et mise en place de filières industrielles (biogaz, éoliennes, hydrogène...).

LES INFRASTRUCTURES SONT AU CENTRE DU SYSTÈME (transport, stockage, terminaux, distribution)

Elles continueront à assurer encore longtemps l'approvisionnement en gaz fossile et pourront prendre en charge le biométhane au fur et à mesure de son développement. Elles sont complémentaires et doivent donc être maintenues dans le même ensemble. La pression financière à laquelle elles sont soumises avec des remontées de dividendes massives est contreproductive : les conditions d'exploitation se durcissent, la maintenance est retardée. Le gaz ne continuera à être une énergie d'avenir que si

la qualité et la sécurité sont maintenues. C'est pourquoi, il est nécessaire de stopper les dividendes. Les tarifs régulés doivent être utilisés pour leurs finalités, c'est-à-dire la qualité et la continuité du service public : ils doivent permettre d'assurer l'exploitation et l'investissement nécessaires au service public. Les infrastructures ont vocation en tant que monopole naturel à rester publiques : toute vente, en particulier à des fonds de pensions, empêcherait un retour à une gestion industrielle.

LES SERVICES

Les services ont besoin d'une coordination commerciale au niveau de la bu BtB, mais pas nécessairement d'un chamboul-tout de toutes les entreprises (autour du projet Trinity). Il est essentiel de mettre sur la table les vrais sujets c'est à dire les sujets sociaux dans une activité peu capitalistique et basée sur la compétences

des salarié-es : l'engagement d'absence de licenciements, la formation et le développement des compétences, les garanties collectives : aligner vers le haut les garanties collectives pour que les salarié-es aient un retour de l'engagement qui leur est demandé, pour qu'elles et ils ne se disent pas qu'une fois de plus le changement se fait sur leur dos.

LE MULTISERVICES

Le multiservices doit se compléter par les activités eau et propreté : il est nécessaire que Suez réintègre le groupe Engie et que les montages de projets et les réponses aux appels d'offres en matière d'offre à la transition énergétique intègrent ce qu'apportent ces secteurs (incinération, réseaux, traitement de l'eau et récupération énergétique ...). L'offre aux collectivités ou

grandes entités publiques (campus ...) appelle ce type de complémentarité. Jusqu'ici, le contrôle ou non de Suez a été évoqué mais sous l'angle financier.

Rappelons que le groupe incluait Suez jusqu'à une date relativement récente (2013) et qu'en 2006 l'intégrité du Groupe Suez, et donc le maintien de l'eau et la propreté, était invoquée comme motif principal de la fusion avec GDF.

QUELLE EST LA PLACE D'UN GROUPE COMME ENGIE DANS LE MONDE ÉNERGÉTIQUE ?

Ça ne peut être de se spécialiser sur telle ou telle activité qui pourraient être faites par d'autres entreprises spécialisées qui savent faire.

La logique d'un groupe comme Engie est de pouvoir offrir des solutions complètes ou qui se complètent en matière de services énergétiques, de fourniture d'énergie, voire d'eau et autres services publics.

VENDRE LE GROUPE PAR MORCEAU EST MORTIFÈRE les compétences partent, les activités qui restent sont disparates et l'intérêt d'avoir un grand Groupe disparaît.